

ASSEMBLÉE NATIONALE

28 janvier 2021

RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 3797)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1296

présenté par

Mme Racon-Bouzon, Mme Rilhac, M. Anato, Mme Liso, M. Blein, Mme Vanceunebrock, Mme Tiegna, M. Sorre, Mme Mörch, Mme Zitouni, Mme Muschotti, Mme Sarles, Mme Pételle, M. Le Bohec, Mme Janvier, M. Baichère, Mme Brunet, M. Michels, Mme Claire Bouchet, M. Person, Mme Dubost, M. Gérard, Mme Calvez, M. Cormier-Bouligeon, M. Templier, Mme Clapot et M. Testé

ARTICLE 24

Après l'alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° *bis* Après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le contrat d'association fixe des objectifs de mixité sociale définis par l'autorité académique locale après concertation avec le chef d'établissement et en fonction des spécificités du territoire ». »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose d'inclure - au contrat d'association - des objectifs de mixité sociale. Ces objectifs sont fixés par le recteur après concertation avec le chef d'établissement et en fonction des spécificités locales.

Les établissements privés n'étant pas soumis à la sectorisation, ils « choisissent » leurs élèves. Cela implique parfois la création et la reproduction d'un entre soi élitiste, alors même qu'ils bénéficient de fonds publics.

Il s'agit d'injecter plus d'égalité entre établissements publics et établissements privés : cela passe ici par les élèves accueillis dans les deux types d'établissement.

Comme le prévoit déjà l'article L.442-2 du code de l'éducation (les établissements privés sous contrat doivent accueillir « tous les enfants sans distinction d'origine, d'opinion ou de croyance), l'égal accès de tous les élèves à ces établissements est une nécessité démocratique.

Être soumis à des règles similaires, permettant une mixité à l'école, est une nécessité pour les élèves et pour lutter contre la « ghettoïsation » de certains quartiers, de certaines écoles. Plus généralement, elle est un facteur de lutte contre les séparatismes.

Cette égalité de traitement impliquerait une fraternité mieux déployée sur notre territoire. Elle est garante d'une meilleure connaissance de l'autre, d'un travail commun fédérateur et d'une lutte plus efficace contre les inégalités de destin dans tous les établissements bénéficiant de subventions publiques.

Liberté de l'enseignement privé maintenue, égalité entre public et privé renforcée, fraternité favorisée.